



MINISTRE DES SPORTS DE LA JEUNESSE DE L'EDUCATION
POPULAIRE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

DIRECTION DE LA JEUNESSE DES SPORTS
ET DE LA COHESION SOCIALE
GREFFE DES ASSOCIATIONS
Raizet
97139 ABYMES
Tél 0590 48 91 66 - Fax 0590 83 21 86

Le numéro W9G2001435
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de MODIFICATION
de l'association n° W9G2001435

Ancienne référence
de l'association :
9712006479

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

donne récépissé à **Monsieur le Président**
d'une déclaration en date du : **11 février 2015**
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

DIRIGEANTS, STATUTS

dans l'association dont le titre est :

ASSOCIATION SPORTIVE POUR LE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES NAUTIQUES ' LE CITRON BLEU'

dont le siège social est situé : District Aéronautique de Guadeloupe
AERODROME DE POINTE A PITRE- RAIZET
97110 Pointe-à-Pitre

Décision(s) prise(s) le(s) : **07 février 2015**

Pièces fournies : Procès-verbal
Statuts
liste des dirigeants

Pointe-à-Pitre, le 13 février 2015

Pour la Directrice
Le directeur - adjoint

Jean-Luc THEVENON

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - et 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés. Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - et 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.